

Initiatives ministérielles

sont pareils. On va chercher à taxer dans les domaines où c'est le plus. . . pas le plus rentable politiquement, mais où cela devient le plus aisé à argumenter.

La preuve en est, monsieur le Président, que demain matin, je suis certain que le ministre des Finances serait capable de vendre aux Canadiens une taxe de X p. 100 sur tous les revenus du Canada pour les questions environnementales, parce qu'on est sensibilisés là-dessus.

C'est ce que les gouvernements vont chercher à faire. C'est ce que les gouvernements vont toujours tenter. Rappelez-vous ce que je vous disais tout à l'heure au sujet des éleveurs. Chacun des pays a fait en sorte qu'on a développé notre système de taxation en fonction de contextes historiques, de contextes religieux, de contraintes financières ou de tout ce que tu veux trouver.

Donc, monsieur le Président, nous dire qu'une taxe est non populaire, cela ne prend pas des sondages pour cela. Quand je me promène. . .

M. Nystrom: À Chambly aussi!

M. Hudon: Chambly, vous vous «tapez la boîte», ce n'est pas la TPS qui va nous faire entrer ni sortir! Ne vous en faites pas! Parlez du lac Meech à Chambly, et voyez vos hypocrisies que vous faites là-dessus. Ne vous en faites pas, Chambly, ce sont des considérations tout à fait différentes que cela.

Monsieur le Président, nous faire dire qu'une taxe n'est pas populaire. . . Je me promène dans ma circonscription, sur la rue Victoria, à Valleyfield, la taxe n'est pas populaire. Mais, monsieur le Président, elle n'est pas populaire, mais elle ne me fait pas changer d'idée non plus. Je ne suis pas ici, monsieur le Président, pour nécessairement rien que me faire réélire. Je suis ici, monsieur le Président, pour essayer de changer quelque chose afin qu'on bâtisse un monde pour nos enfants, afin qu'on bâtisse, qu'on donne à nos enfants, monsieur le Président, des instruments avec lesquels ils vont pouvoir s'en sortir. Parce que de la façon dont on continue. . . et cela aussi, c'est un consensus, on n'a pas besoin d'un sondage Gallup là-dessus, pour cela.

Monsieur le Président, de la façon dont on s'en va, c'est absolument dramatique si on ne se donne pas les instruments économiques pour faire face aux nouvelles réalités canadiennes et aux nouvelles obligations qu'on devra affronter.

[Traduction]

M. Foster: Monsieur le président, c'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai écouté le député de Beauharnois—Salaberry, et je ne comprends pas très bien comment il explique qu'un pourcentage aussi écrasant de Canadiens conteste la TPS.

Selon les résultats publiés hier soir du sondage mené par le Star et CTV, 79 p. 100 des Canadiens sont contre la TPS et 16 p.100 en faveur. Seize p. 100, ce n'est pas

beaucoup. Il s'agit sûrement des seize conservateurs qui sont ici ce soir et qui essaient de museler le Parlement en ne permettant pas la tenue d'un débat approfondi au cours duquel les députés de l'opposition pourraient expliquer au gouvernement ce qui cloche dans cette taxe et lui poser des questions, car 79 p. 100 des Canadiens sont manifestement contre cette taxe, 16 p. 100 seulement sont en faveur et 5 p. 100 demeurent indécis. Je crois que ces derniers n'en ont tout probablement pas entendu parler.

• (1850)

Dans la province du député, le Québec, la contestation est encore plus forte; 81 p. 100 sont contre la taxe, alors que 14 p. 100 sont en faveur. Je suppose que le député n'entend pas ce son de cloche lorsqu'il rentre chez lui la fin de semaine, mais les gens sont très inquiets. Il va lui falloir tout simplement mieux expliquer pourquoi il veut imposer cette taxe ignoble à la population du Québec.

La situation est manifestement la même dans l'Ouest, à 1 p. 100 près. En effet, 15 p. 100 favorisent la taxe et 80 p. 100 la contestent. Cinq p. 100 n'en ont pas entendu parler. Dans la région de l'Atlantique, 16 p. 100 sont pour et 78 p. 100 sont contre.

Il importe de signaler que bien des gens sont non seulement contre la taxe, mais sont prêts à signer des pétitions, à écrire à leur député, à participer à des manifestations, à voter contre et à la boycotter. Ils sont disposés à prendre toutes les mesures possibles.

Je me demande donc comment le député explique que 81 p. 100 des Québécois contestent la taxe et que seulement 14 p. 100 sont en faveur de celle-ci.

Le président suppléant (M. Paproski): Avant que le député ne réponde, le député de Leeds—Grenville a la parole pour invoquer le Règlement.

M. Jordan: Monsieur le Président, j'aimerais demander au leader parlementaire du gouvernement de quelles affaires il compte saisir la Chambre demain?

M. Hawkes: Comme le leader du gouvernement est absent, monsieur le Président, je répondrai, en ma qualité de whip en chef du gouvernement, que les députés pourront consulter le *Feuilleton* de demain. Je crois que l'affaire qui aura préséance sera la poursuite du débat sur la taxe sur les produits et services.

[Français]

M. Hudon: Mon honorable collègue me pose une question à savoir comment il se fait qu'il y a tant de gens qui sont opposés à la TPS. C'est à cause des maudites menteries que vous leur contez!

M. Nystrom: Des quoi?

M. Hudon: Des menteries! Durant le débat sur le libre-échange, il y en a qui disaient: Comment se fait-il que les gens sont opposés au libre-échange? Vous avez mis dans la tête des vieux qu'ils perdraient leur pension.